



Actualité

Ce que la France maritime attend du prochain président de la République

© STX FRANCE

Le président du Cluster Maritime Français l'assure : « Si le prochain président et la majorité qui sortira des élections prennent les bonnes décisions, l'économie maritime peut doubler d'ici 2030 et représenter un million d'emplois ». A l'heure où la France doit relancer son économie et réduire le chômage, la mer constitue l'une des plus belles opportunités d'un pays qui a, selon Frédéric Moncany de Saint-Aignan, « tous les atouts » pour bénéficier de l'essor considérable que connaissent les activités maritimes. « D'ici 2030, selon l'OCDE, l'économie maritime va globalement doubler et pèsera 3000 milliards de dollars. Il n'y a aucune raison que la France, si elle se mobilise, ne puisse doubler le poids de son secteur maritime, qui pèse aujourd'hui 72 milliards d'euros en valeur de production et 300.000 emplois, et même 500.000 si l'on y ajoute le tourisme ».

Filières traditionnelles et émergentes

Industries navales et nautisme, énergie, transport maritime, pêche et produits de la mer, télécommunications sous-marines... « Dans les filières traditionnelles, nous avons pour

chacun des secteurs des leaders mondiaux et, aujourd'hui, la France a devant elle des opportunités fantastiques avec des filières émergentes, comme les énergies marines renouvelables, l'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds, les biotechnologies, l'aquaculture, ou encore la croisière et le tourisme. Ces activités émergentes vont venir irriguer les activités traditionnelles et répondent aussi à des enjeux transversaux communs à ces filières et à l'ensemble de l'économie : la préservation de l'environnement, les sciences et l'innovation, la formation pour accompagner la mutation des métiers, la mise en place d'infrastructures modernes, la transformation numérique, les services comme la finance, les assurances et le courtage, ou encore la surveillance des espaces maritimes qui est un marché en plein essor. La sûreté et la sécurité sont également primordiales et la Marine nationale y joue un rôle majeur car face à la montée des menaces en mer, c'est elle qui garantit la protection des espaces maritimes et de ceux qui y travaillent ».

Effet démultiplicateur

En s'appuyant sur toutes ces facettes, la France peut largement compter sur des effets démultiplicateurs pour développer considérablement son économie maritime. C'est la notion de « facteur 20 », comme l'appelle Frédéric Moncany de Saint-Aignan : « Nous avons 5 filières traditionnelles, 5 émergentes qui viennent les soutenir, 8 secteurs transverses et 2 atouts majeurs : notre zone économique exclusive, la seconde au monde, et des leaders mondiaux dans pratiquement tous les domaines. Cela fait 20 raisons pour notre pays d'être au rendez-vous du doublement de l'économie maritime ».

Prise de conscience

Depuis sa création en 2006, le Cluster Maritime Français a largement contribué à faire prendre conscience aux pouvoirs publics de l'importance du maritime. Une décennie plus tard, la vision d'un pays traditionnellement plus tourné vers la terre que l'océan a bien évolué : « Il y a eu une prise de conscience et des actions ont été initiées en faveur de l'économie maritime, notamment au niveau politique. Nous avons eu ces dernières années un Grenelle de la mer, un livre bleu, trois comités interministériels de la mer, une loi sur l'économie bleue, une réinstallation du Conseil national de la mer et du littoral, une stratégie nationale de la mer et du littoral et de nombreuses prises de positions présidentielles et ministérielles. L'importance de la mer pour notre pays commence enfin à devenir une vraie réalité », se félicite Frédéric Moncany.

« Ce qu'il nous faut, c'est du concret et de l'action »

Pour autant, même si de nombreuses avancées ont été enregistrées, le président du CMF estime qu'il faut aller plus loin et, surtout, plus vite. Alors que la France s'apprête à voter pour élire un nouveau chef de l'Etat puis, quelques semaines plus tard, renouveler l'Assemblée nationale, le secteur interpelle les candidats à la présidentielle : « Nous voyons dans tous les programmes des éléments sur la mer. Elle est là, plus ou moins développée mais elle est là, ce qui est un signal positif et nous avons d'ailleurs travaillé avec toutes les équipes de campagne. Cela étant, nous ne voulons pas d'une énième liste de bonnes intentions pour développer l'économie maritime. Nous les connaissons et tous les inventaires ont déjà été faits. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est du concret et de l'action. Il faut une vraie volonté politique pour agir vite et faire en sorte que la France ne se laisse pas distancer par d'autres alors qu'elle a tous les atouts de son côté. Tous les éléments du puzzle sont aujourd'hui

identifiés. Il faut maintenant aller au bout de l'objectif et construire cette grande image dans laquelle se joue une part importante de l'avenir du pays ».

Soutenir l'émergence du Comité France Maritime

Pour cela, la France maritime doit arrêter d'avancer sous la forme d'une escadre dispersée. Elle doit s'organiser, sur le plan national comme à l'international, où se trouve des relais de croissance considérables. Dans cette perspective, il faut un vrai outil de pilotage réunissant acteurs publics et privés. C'est tout l'enjeu du Comité France Maritime, créé en 2016 et conjointement présidé par le Secrétariat Général de la Mer et le CMF. « Nous y rassemblons les représentants des filières économiques, les administrations concernées et les régions qui deviennent des acteurs économiques majeurs. Dans l'esprit de ce qui a été pensé et réussi pour construire et développer les filières françaises de l'aérospatiale ou du nucléaire, nous devons nous structurer comme une équipe de projet et très rapidement mettre en place une plateforme opérationnelle où public et privé, avec les meilleurs experts dans chaque domaine, mèneront un travail collaboratif et inclusif permettant de lever les freins qui se présentent et soutenir les actions nécessaires au développement de notre économie maritime ».

Création d'un centre opérationnel de données

Le CMF veut également que le Comité France Maritime se dote d'un centre opérationnel de données : « Pour que nous disposions d'un outil d'aide à la décision rapide, agile et efficace, il faut aussi nous appuyer sur les technologies d'intelligence artificielle de type 2A3I (Acquérir des données, analyser, interopérer, indexer, interfacer, ndlr), pour agréger les informations afin de nous doter d'un économètre maritime offrant une vision précise et constamment remise à jour en France, en Europe et dans le monde. Cet outil sera un puissant développeur de business car il permettra d'interconnecter différents réseaux afin d'offrir une tenue de situation mondiale permettant de savoir où se trouve le business et quel est l'état de la concurrence ».

« Une volonté politique de haut niveau nécessaire »

Pour que ce projet voie le jour, quel que soit le résultat des élections, « une volonté politique de haut niveau sera nécessaire pour soutenir la conduite de la feuille de route » mais aussi des moyens financiers et, notamment, l'investissement nécessaire pour développer le centre opérationnel de données. Le coût initial est estimé entre 1 et 2 millions d'euros, bien peu au regard des enjeux et des retombées attendues.

« Le travail du Cluster est de coordonner tous les efforts, publics comme privés, pour que cette plateforme se réalise dans les six à huit mois qui viennent ».